

ONE

**BULLETINS DE
NOTES SUR L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT
PRINCIPALES CONCLUSIONS**

2019

EN 2015, LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE A ADOPTÉ LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD), S'ENGAGEANT AINSI À METTRE FIN À L'EXTRÊME PAUVRETÉ.

Près de cinq ans, soit un tiers du temps restant pour atteindre ces objectifs, se sont déjà écoulés, et il est clair que les efforts internationaux n'ont pas été à la hauteur des ambitions et que trop de personnes sont encore aujourd'hui laissées pour compte^[1].

LA VITESSE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE EST EN TRAIN DE RALENTIR.

Si la tendance actuelle se maintient, le taux de pauvreté mondial sera

5%
SUPÉRIEUR À > EN 2030

ET

PRÈS DE **9**
PERSONNES SUR **10**

VIVANT DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ
seront en Afrique subsaharienne ^[2].

LES VIES DE

1,6 MILLION DE MÈRES — ET — **10,2 MILLION** D'ENFANTS

pourraient être sauvées si tous les pays atteignaient les ODD en matière de santé maternelle et infantile.

POURTANT

42 PAYS sont en retard sur ces objectifs^[3]

SI TOUT LE MONDE AVAIT LA POSSIBILITÉ D'ACHEVER 12 ANNÉES DE SCOLARITÉ,

nous pourrions réduire le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté de

MOITIÉ

POURTANT

262 MILLIONS D'ENFANTS
NE SONT TOUJOURS PAS SCOLARISÉS^[4]

ET DANS LE MONDE

6 ENFANTS ET ADOLESCENTS SUR 10
ne maîtrisent pas les compétences de base comme la lecture et les mathématiques^[5]

AU RYTHME ACTUEL

IL FAUDRA PLUS D'UN SIÈCLE

(108 ANS)

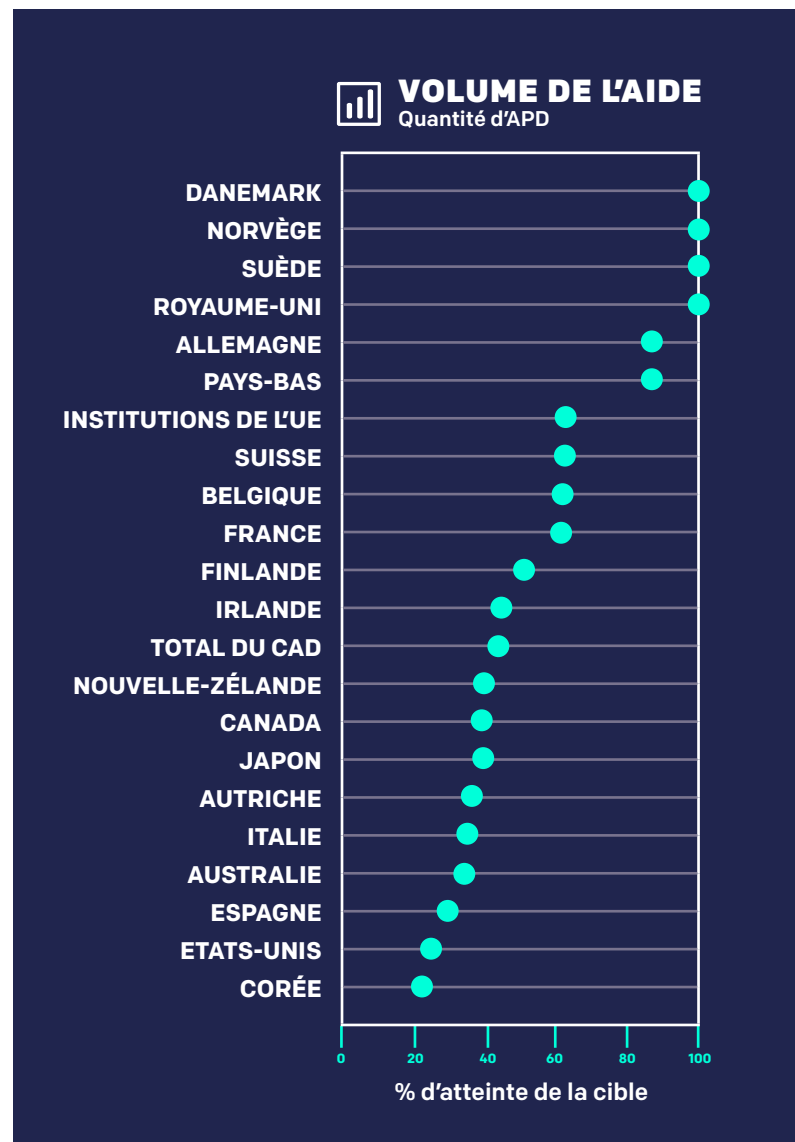
pour mettre fin aux inégalités de genre et encore plus longtemps en Afrique subsaharienne

(135 ANS^[6])

A un peu plus de dix ans avant l'échéance des ODD, nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre ces objectifs. Mais tout n'est pas perdu. Bien que le temps presse, il est encore temps de relever les défis de ce programme audacieux. ONE fait depuis longtemps pression pour l'adoption d'engagements ambitieux dans la lutte contre l'extrême pauvreté, et fait le suivi de ces engagements à l'aide d'outils rigoureux basés sur des données précises afin de demander aux responsables politiques de rendre des comptes. Pour inciter les pays donateurs à être à la hauteur de leurs responsabilités et à relever le défi mondial auquel nous sommes confrontés, **ONE a élaboré un ensemble de bulletins de notes qui évaluent les 20 plus grands pays donateurs au monde^[7], ainsi que les institutions européennes, sur le montant et la manière dont est allouée leur aide au développement.** Les bulletins de notes évaluent, classent et comparent ces donateurs selon un ensemble d'engagements internationaux et d'objectifs liés à l'APD selon trois piliers : **1) le volume de l'aide 2) le ciblage de l'aide (pour atteindre ceux qui en ont le plus besoin) et 3) la qualité de l'aide.**

Les bulletins de notes montrent que les principaux donateurs sont loin de répondre aux objectifs nécessaires pour atteindre les populations les plus démunies et qu'ils n'investissent pas suffisamment dans les domaines clés susceptibles de réduire la pauvreté. Au total, les pays donateurs ont atteint en moyenne à peine plus de 50% des objectifs fixés, voire moins pour certains.

Comparer la façon dont les pays allouent leur aide au développement soulève plusieurs défis en matière de collecte, de suivi et de transparence des données. Des efforts accrus doivent être déployés pour faire le suivi de données récentes, exhaustives et ventilées et déterminer où et comment ces financements publics sont alloués. Bien que les bulletins de notes ne soient que des indications des efforts d'aide au développement des pays donateurs, ils permettent de suivre où et comment ces pays priorisent leurs subventions. De plus, même si tous les pays donateurs n'ont pas pris d'engagements dans tous les domaines, tous les États devraient rendre des comptes pour s'assurer que les ODD soient atteints.



CLASSEMENT GÉNÉRAL DES PAYS DONATEURS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LES TROIS PILIERS

1 ROYAUME-UNI

2 SUÈDE

3 NORVÈGE

4 DANEMARK

5 PAYS-BAS

6 ALLEMAGNE

7 BELGIQUE

8 INSTITUTIONS DE L'UE

9 IRLANDE

10 SUISSE

11 CANADA

12 FINLANDE

13 FRANCE

TOTAL DU CAD

14 NOUVELLE-ZÉLANDE

15 AUTRICHE

16 JAPON

17 AUSTRALIE

18 ETATS-UNIS

19 ITALIE

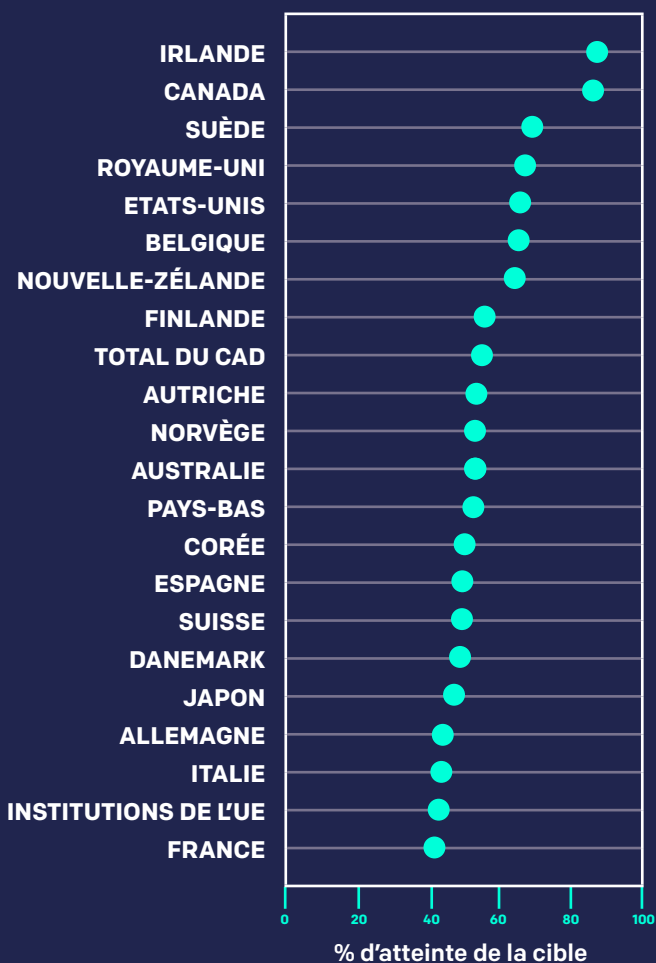
20 ESPAGNE

21 CORÉE



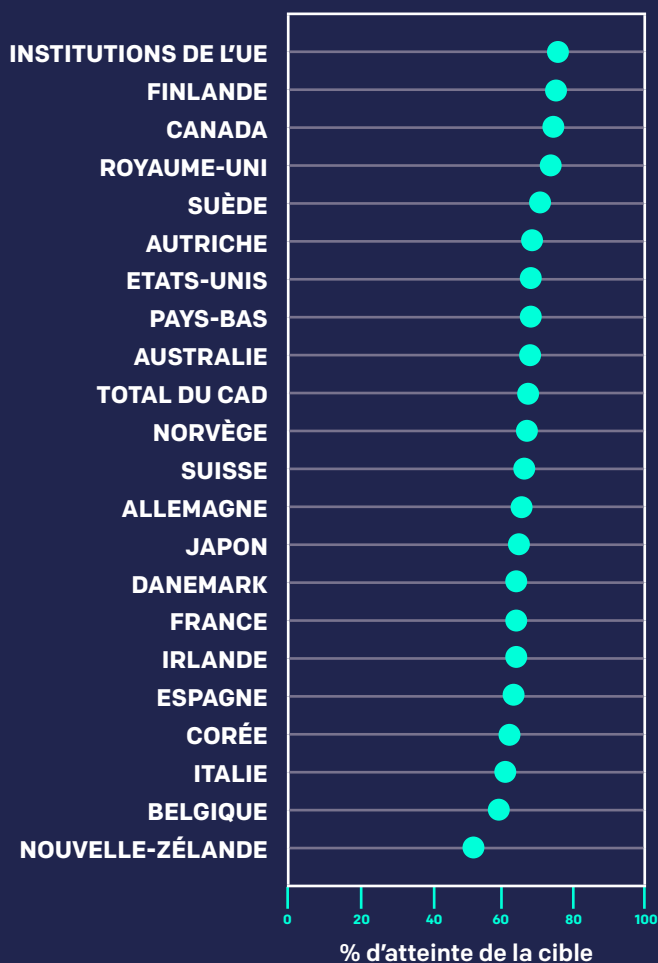
CIBLAGE DE L'AIDE

Aide allouée aux secteurs prioritaires et aux zones les plus démunies



QUALITÉ DE L'AIDE

Efficacité de l'aide



PRINCIPALES CONCLUSIONS

A. **Les principaux donateurs sont en retard sur leurs engagements en matière d'aide**

De nombreux pays sont encore très loin de respecter leur engagement de dédier 0,7% de leur revenu national brut (RNB) annuel à l'aide au développement. En 2018, les donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ont fourni 153 milliards de dollars aux pays en développement. Cela ne représente que 0,31% de leur RNB cumulé, encore loin de l'objectif des 0,7%. Pourtant, les financements nécessaires pour répondre aux objectifs de développement durable sont considérables : le Fonds monétaire international estime que le déficit de financement – en prenant en compte la croissance potentielle des recettes fiscales et une meilleure utilisation de celles-ci – atteindra 358 milliards de dollars par an en 2030 dans les seuls pays à faible revenu.

- En 2018, si tous les donateurs du CAD avaient atteint l'objectif de 0,7%, cela représenterait une aide supplémentaire de 196 milliards de dollars (+228%).
- La Suède (1,04%), le Luxembourg (0,98%)^[8], la Norvège (0,94%), le Danemark (0,72%) et le Royaume-Uni (0,70%) sont en tête de classement des efforts de financements, et obtiennent une mention « excellente » pour ce pilier.
- L'Allemagne et les Pays-Bas (tous deux jugés « très bons » en termes de financements) accordent également des niveaux d'aide relativement élevés en proportion de leur revenu national, mais une grande partie de leur aide ne quitte jamais leurs frontières.
- Le Canada, le Japon, l'Italie et les États-Unis, qui comptent parmi les plus grandes économies au monde, se situent sous la moyenne et sont classés dans la catégorie « faible » au vu de notre analyse.
- Les États-Unis, le plus grand donateur officiel au monde (34,2 milliards de dollars en 2018), comptent parmi les donateurs les moins ambitieux au regard de leur puissance économique (0,17%), et sont bien en dessous de la moyenne de leurs pairs du G7 (0,38%).

B. **Les pays donateurs fournissent moins d'un tiers de leur aide à ceux qui en ont le plus besoin**

Notre analyse révèle un inquiétant manque de priorisation du ciblage de l'aide en faveur des pays et des personnes qui en ont le plus besoin. Dans l'ensemble, les pays donateurs fournissent moins d'un tiers de l'aide aux pays les plus pauvres (pays les moins avancés - PMA). Ils investissent moins d'un tiers dans la santé, l'éducation et la protection sociale et financent à peine plus d'un tiers dans des projets en faveur des femmes et des filles, qui sont systématiquement laissées pour compte dans la lutte contre la pauvreté. L'Irlande et le Canada sont les deux seuls donateurs qui obtiennent une mention « très bien » en matière de ciblage de l'aide – mais ces deux mêmes donateurs sont loin d'atteindre l'objectif de financement de 0,7%. Les plus grands donateurs, notamment l'Allemagne, la France et les institutions européennes (tous trois jugés « faibles » en matière de ciblage), doivent améliorer de toute urgence la manière dont ils ciblent leur aide pour s'assurer que personne ne soit laissé pour compte.

- Aucun pays donateur n'atteint l'objectif de 50% de l'aide totale dédiée aux PMA, et la plupart en sont même très loin. La majorité fournit moins du tiers de son aide aux pays les plus pauvres. En 2017, les PMA ont reçu 43 milliards de dollars (29%) de l'aide totale du CAD.
- L'Irlande (43%) et le Japon (44%) sont près de fournir la moitié de leur aide aux PMA, tandis que des donateurs tels que l'Allemagne (16%), l'Italie (20%), les Pays-Bas (21%) et la France (24%) fournissent moins du quart de leur aide totale aux pays les plus démunis^[9].
- Le montant total de l'aide en faveur de l'éducation, de la santé et de la protection sociale dans les pays en développement – investissements clés du « capital humain » – est loin d'être suffisant. En 2017, les pays donateurs n'ont fourni au total que 32% (33 milliards de dollars) de leur aide à ces trois secteurs combinés^[10].
- Seuls les États-Unis atteignent l'objectif de 50% de l'aide allouée à ces secteurs fondamentaux (57%). Alors que des pays comme le Canada (46%) ou l'Irlande (39%) leur dédient tout de même une proportion importante, la plupart des donateurs versent moins du quart de leur aide vers ces secteurs – et certains, comme le Japon (12%) ou les institutions européennes (17%), leur versent moins d'un cinquième.
- Au total, les pays versent à peine 36% de leur aide pour soutenir des projets favorables à l'égalité de genre, qui prennent en compte les besoins spécifiques des femmes et des filles^[11]. La Suède (84%), l'Irlande (83%) et le Canada (80%) montrent qu'il est possible de consacrer une grande majorité de l'aide en faveur de l'égalité de genre. Pourtant, les grands donateurs tels que la France (18%), les États-Unis (25%), les institutions européennes (32%), l'Italie (37%) et l'Allemagne (41%) consacrent tous moins de la moitié de leur aide à des projets prenant en compte la dimension de l'égalité de genre.

C. Les donateurs ne sont pas au rendez-vous sur la qualité de l'aide

Il faut améliorer de façon significative la manière dont l'aide est dépensée pour la rendre plus efficiente, plus efficace et plus viable afin de soutenir les priorités des pays en développement et de mettre en place les conditions nécessaires à la prise en charge par les gouvernements de leur propre développement à long terme. De grandes sommes d'aide ne quittent jamais le territoire des pays donateurs et nous manquons largement de données actualisées. De plus, les donateurs sont encore loin d'aligner leur aide sur les priorités mises en avant par les pays en développement eux-mêmes. Le Royaume-Uni, la Suède, le Canada et la Finlande obtiennent les meilleures mentions en matière de qualité de l'aide (tous classés « bons »), mais aucun des pays ne peut être considéré comme « très bon » ou « excellent » dans ce domaine. La plupart des pays, notamment la Norvège, les Pays-Bas, la France, les États-Unis et l'Italie, doivent procéder à des améliorations significatives.

- Durant la seule année 2017, au moins 17,7 milliards de dollars d'APD n'ont jamais quitté les pays donateurs – ce qui représente 4 milliards de dollars de plus que l'aide totale investie dans les dix pays les plus pauvres du monde (13,5 milliards de dollars)^[12].
- L'indicateur de l' APD « de base » indique dans quelle proportion l'aide d'un pays donateur est effectivement versée et contribue activement à la réduction de la

pauvreté dans les pays en développement^[13]. Environ la moitié des pays donateurs dépensent au moins 90% de leur aide en tant qu' APD « de base ». Cependant plusieurs donateurs européens dépensent une part importante de leur budget d'aide à l'intérieur de leurs propres frontières. Par exemple, seuls 68% de l'aide italienne et 80% de l'aide néerlandaise sont considérés comme relevant de l' APD « de base » car ces deux pays dépensent des sommes très importantes pour l'accueil des réfugiés sur leur propre territoire. L'Allemagne (71%) et la France (85%) allouent également des montants importants à l'accueil d'étudiants de pays en développement sur leur propre territoire.

- Les pays ont encore un long chemin à parcourir pour rendre leur politique de développement plus transparente, avec une note de 59% en moyenne. Le Royaume-Uni (86%) et le Canada (80%) obtiennent de bons résultats, mais la majorité des donateurs, y compris les institutions européennes (67%), l'Allemagne (60%) et la France (46%), doivent réaliser d'importants progrès.
- Le principe fondamental d'une aide efficace et durable consiste à aligner l'aide des donateurs sur les priorités élaborées par les pays en développement et à utiliser leurs systèmes d'évaluation, afin de promouvoir une plus grande prise en charge par les pays eux-mêmes et optimiser ainsi l'impact de l'aide. Les résultats montrent que les donateurs sont loin de respecter leurs engagements en matière d'alignement des objectifs : leur note moyenne atteint à peine les 55%.
- Des pays comme la Finlande (80%), l'Italie (69%) et l'Allemagne (66%) affichent les meilleures notes en matière d'alignement avec les objectifs des pays bénéficiaires, bien que leurs notes restent relativement faibles au vu de l'importance de cet indicateur pour l'efficacité de l'aide au développement. Des donateurs tels que le Royaume-Uni (39%) et le Canada (56%), pourtant bien notés en matière de ciblage de l'aide, obtiennent des notes faibles en matière d'alignement des objectifs.

COMMENT LES PAYS SONT-ILS NOTÉS ?

Les bulletins de notes de ONE évaluent les 20 plus grands donateurs bilatéraux du CAD de l'OCDE dans le monde (ainsi que les institutions européennes) en fonction du montant de leur aide et de la qualité de son utilisation^[14].

Les notes de chaque pays sont établies grâce à sept indicateurs répartis en trois piliers principaux – volume de l'aide, ciblage de l'aide et qualité de l'aide. Les données concernent la dernière année disponible et diffèrent d'un indicateur à l'autre. Nous avons évalué les performances des pays en utilisant l'approche de la « distance à parcourir », qui détermine la distance qu'il reste à parcourir par un donateur pour atteindre les différents objectifs prédéfinis, lesquels sont basés sur des engagements internationaux ou des objectifs stratégiques fixés par ONE. Ces distances sont exprimées en pourcentage de l'objectif déjà atteint (de 0 à 100 %)^[15].

Pour permettre la comparaison et faciliter leur interprétation, les bulletins de notes fournissent une moyenne des notes et une mention (allant de « faible » à « excellent ») pour chaque pilier, ainsi qu'un classement général :

- Pour chaque pilier, la note est la moyenne des différents indicateurs individuels, qui sont tous pondérés de manière égale. Étant donné que le pilier du volume de l'aide n'a qu'un indicateur, les notes de ce pilier et de cet indicateur sont les mêmes. La note associée à chaque pilier peut donc être considérée comme la distance moyenne parcourue vers les objectifs de financement, de qualité ou de ciblage.
- Un classement général des donateurs est calculé en pondérant de manière égale *combien* les donateurs ont dépensé (50 % pour le volume de financement) et *comment* ils ont dépensé (25 % pour le ciblage et 25 % pour la qualité, pour un total de 50 %).

Les résultats chiffrés sont donc notés de la façon suivante :

De 90 à 100 %	De 80 à 90 %	De 70 à 80 %	De 60 à 70 %	De 50 à 60 %	Moins de 50 %
excellent	très bien	bien	assez bien	peut mieux faire	faible

CLASSEMENT GÉNÉRAL DES PAYS DONATEURS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LES TROIS PILIERS

PILIER	INDICATEURS	OBJECTIFS	
VOLUME DE L'AIDE	1.1	Aide publique au développement (APD) totale en pourcentage du revenu national brut (RNB)	0,7%
	2.1	Part de l'APD dédiée aux pays les moins avancés (PMA)	50%
CIBLAGE DE L'AIDE	2.2	Part de l'APD dédiée au capital humain (secteurs sociaux)	50%
	2.3	Part de l'APD contribuant à l'égalité de genre	85%
	3.1	APD « de base »	100%
QUALITÉ DE L'AIDE	3.2	Transparence	100%
	3.3	Alignement avec les objectifs du pays bénéficiaire	100%

1.1	APD nette totale en pourcentage du RNB : cet indicateur a pour but d'évaluer les efforts des donateurs en matière de financement de l'aide en calculant le pourcentage de revenu national brut (RNB) dédié à l'aide publique au développement (APD). L'objectif d'atteindre 0,7 % du RNB dédié à l'APD est l'objectif financier le plus connu pour l'aide internationale, et approuvé par les principaux donateurs en 1970.
2.1	Part de l'APD dédiée aux pays les moins avancés : cet indicateur a pour but d'évaluer le soutien de l'APD aux pays les plus pauvres : les pays les moins avancés (PMA). Il se concentre sur la part de l'APD totale (bilatérale et multilatérale imputée) destinée à ces pays. L'objectif est fixé par ONE à 50 % de l'APD totale dédiée aux PMA.
2.2	Part de l'APD dédiée aux secteurs sociaux : cet indicateur est conçu pour évaluer le soutien qu'apporte l'APD aux secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. En se concentrant sur la part d'APD allouée à ces secteurs (bilatérale et multilatérale imputée), il examine le degré de priorité donné par les donateurs à l'investissement dans le capital humain. En se basant sur les dépenses moyennes des gouvernements de l'OCDE dans ces secteurs, l'objectif est fixé par ONE à 50 % de l'APD ventilable par secteur dédiée aux secteurs sociaux.
2.3	Part de l'APD contribuant à l'égalité de genre : cet indicateur est conçu pour évaluer le soutien de l'APD à l'égalité de genre par le biais de projets et de programmes tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des filles. L'objectif est fixé par ONE à 85% de l'APD bilatérale ventilable et il est calculé sur la base des marqueurs de l'OCDE sur l'égalité de genre.
3.1	Pourcentage de l'APD « de base » : cet indicateur a pour but d'évaluer les efforts de développement en excluant certaines dépenses internes aux pays donateurs ne présentant pas d'avantage clair pour les pays bénéficiaires. Cet indicateur exclut donc l'allègement de la dette, les bourses et autres frais d'écolage dans le pays donateur, ainsi que les coûts liés à l'accueil des réfugiés au sein des pays donateurs. L'objectif est fixé par ONE à 100 % d'APD « de base », afin d'encourager les donateurs à maximiser leurs efforts.
3.2	Transparence : cet indicateur est conçu pour évaluer la transparence des données liées au développement fournies par les donateurs, sur la base des résultats de l'Indice de transparence de l'aide (ATI) de Publish What You Fund. L'objectif est fixé par ONE à 100% afin d'encourager les donateurs à se conformer aux normes internationales de transparence de l'aide.
3.3	Alignement avec les objectifs du pays bénéficiaire : cet indicateur évalue la part des nouvelles interventions bilatérales d'un donateur qui s'alignent avec les objectifs de développement et les résultats définis par les pays bénéficiaires, comme prévu par l'ODD 17.15. Cet indicateur est basé sur des données et analyses du suivi du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. L'objectif est fixé par ONE à 100% des nouvelles interventions, conformément aux engagements des donateurs pour un alignement complet dans le cadre du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.

NOTES

1. Nations Unies (2019). « Édition spéciale : Point sur les objectifs de développement durable - Rapport du Secrétaire Général ». <https://unstats.un.org/sdgs/files/report/2019/secretary-general-sdg-report-2019--FR.pdf>
2. Banque mondiale (2018). « Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée : compléter le puzzle de la pauvreté ». Washington DC. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30418/9781464813306.pdf>
3. BMJ (2018). « Combien de vies sont en jeu ? Évaluation des trajectoires des objectifs de développement durable en matière de santé maternelle et infantile à l'horizon 2030 ». <https://www.bmj.com/content/360/bmj.k373>
4. Institut de statistique de l'UNESCO, base de données ISU, données sur l'éducation pour 2017. <http://data.uis.unesco.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=1394eaf6-bfe4-476e-a5b6-ac38c5168795&themetreeid=-200>
5. UNESCO (2017). « Plus de la moitié des enfants et adolescents n'apprennent pas dans le monde ». Institut de statistique de l'UNESCO Fiche d'information No. 46, Septembre 2017. <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs46-more-than-half-children-not-learning-2017-fr.pdf>
6. Forum économique mondial (2018). « The Global Gender Gap Report », 2018, p.viii. http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2018.pdf
7. En raison du manque de données, ONE a uniquement évalué les 20 plus grands donateurs bilatéraux, membres du CAD de l'OCDE. En l'absence de données solides et comparables sur tous les pays donateurs, nous n'avons pas pu évaluer les donateurs non membres du CAD.
8. Le Luxembourg n'a pas été inclus dans notre analyse des bulletins de notes.
9. Comme indiqué par le CAD dans le Rapport Coopération pour le développement 2018, les donateurs du CAD doivent intensifier leurs efforts pour investir dans les zones qui en ont le plus besoin. Le rapport a révélé qu'actuellement l'APD profite de manière disproportionnée aux pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure par rapport aux pays à faible revenu. OCDE (2018). « Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne ». <https://www.oecd.org/fr/cad/cooperation-pour-le-developpement-rapport-2018-7748.htm>
10. Pour cet indicateur, ONE considère uniquement l'aide ventilable par secteur, qui correspond à la partie de l'aide pouvant être affectée à un secteur spécifique comme la santé ou l'éducation. L'aide non ventilable par secteur comprend l'appui budgétaire général, les actions liées à la dette, l'aide humanitaire et les dépenses des donateurs.
11. Les projets peuvent prendre en compte la dimension du genre dans tous les secteurs, ce qui signifie que cet objectif repose plus sur la manière dont l'argent est dépensé que sur sa destination. Pour cet indicateur, ONE s'intéresse uniquement à l'aide ventilable bilatérale, concept utilisé dans les statistiques officielles du CAD pour définir les parts de l'aide contrôlée par les donateurs (c'est-à-dire excluant les contributions de base aux agences multilatérales ou l'appui budgétaire général) et dépensée dans les pays en développement (c'est-à-dire excluant les coûts relatifs aux étudiants, l'allègement de la dette ou les aides aux réfugiés dépensées sur le territoire du donateur).
12. L'APD totale désigne l'APD bilatérale nette plus l'imputée multilatérale sur les pays donateurs du CAD. Les 10 pays les plus pauvres en termes de PIB par habitant (Banque mondiale, méthode Atlas) sont les suivants: Afghanistan, Burundi, Malawi, Niger, Mozambique, Madagascar, Soudan du Sud, République centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sierra Leone.

13. L'APD « de base » exclut les types de flux qui impliquent peu ou pas d'effort budgétaire et les autres éléments qui ne contribuent pas selon ONE à la réduction de la pauvreté ou à l'amélioration du bien-être dans les pays en développement. Sur la base de ces critères, cet indicateur exclut coûts relatifs aux étudiants, l'allègement de la dette ou les aides aux réfugiés dépensées sur le territoire du donateur.
14. Pour neuf des pays du CAD, les informations disponibles sur les indicateurs ne permettent pas de fournir des notes individuelles : la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, du Luxembourg, de la Pologne, du Portugal, de la République tchèque, de la Slovaquie et de la Slovénie. Les pays donateurs non membres du CAD de l'OCDE ne peuvent à ce stade pas être inclus dans le classement non plus, faute de données comparables suffisantes.
15. Pour une description complète des indicateurs, des sources et de la méthodologie, veuillez vous reporter à one.org/scorecards.